



Coup d'Etat en Bolivie: cinq leçons

Par [Atilio A. Boron](#)

Mondialisation.ca, 12 novembre 2019

[Pagina 12](#) 11 novembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Analyses: [Élections Amérique latine](#)

La tragédie bolivienne nous donne plusieurs leçons que nos peuples et nos forces sociales et politiques populaires doivent apprendre et graver à jamais dans leur conscience. Voici, en prélude à un traitement plus détaillé à venir, une brève énumération de l'exécution du plan.

Tout d'abord, que même si l'économie est gérée de manière exemplaire comme l'a fait le gouvernement Evo, assurant la croissance, la redistribution, le flux des investissements, même si tous les indicateurs macro et microéconomiques sont améliorés, la droite et l'impérialisme n'accepteront jamais un gouvernement qui ne sert pas leurs intérêts.

Deuxièmement, il faut étudier les manuels de propagande, les documents publiés par diverses agences américaines et leurs porte-parole déguisés en universitaires ou journalistes afin de pouvoir percevoir à temps les signes de l'offensive. Ces écrits soulignent invariablement la nécessité de briser la réputation du leader populaire, ce qu'on appelle dans le jargon l'assassinat du personnage en le traitant de voleur, corrompu, dictateur ou ignorant. C'est la tâche confiée à des communicateurs sociaux qui s'autoproclament « journalistes indépendants », qui, à la faveur de leur contrôle quasi-monopolistique des médias, imprègnent le cerveau de la population avec ces diffamations, accompagnées, dans ce cas, de messages haineux dirigés contre les peuples indigènes et les pauvres en général.

Troisièmement, une fois ce qui précède accompli, c'est au tour des dirigeants politiques et des élites économiques d'exiger « un changement », de mettre fin à la « dictature » d'Evo qui, comme l'a écrit l'impresentable Vargas Llosa, est un « démagogue qui veut rester au pouvoir ». Je suppose qu'il sablera le champagne à Madrid quand il verra les images des hordes fascistes piller, brûler, enchaîner des journalistes à un arbre, raser une femme maire et la peindre en rouge et détruire le procès-verbal de la dernière élection pour remplir le mandat de Don Mario et libérer la Bolivie d'un démagogue diabolique. Je mentionne le cas de Vargas Llosa parce qu'il a été et est toujours le porte-drapeau immoral de cette attaque ignoble, de ce crime sans bornes qui crucifie les dirigeants populaires, détruit une démocratie et installe le règne de la terreur par des bandes de tueurs à gages engagés pour « corriger » un peuple digne qui avait l'audace de vouloir être libre.

Quatrièmement : les « forces de sécurité » entrent en scène. Dans ce cas-ci, il s'agit d'institutions contrôlées par de nombreux organismes, militaires et civils, du gouvernement des États-Unis. Ils les entraînent, les arment, font des exercices conjoints et les éduquent politiquement. J'ai eu l'occasion de le constater quand, à l'invitation d'Evo, j'ai inauguré un cours sur « l'anti-impérialisme » pour les officiers supérieurs des trois armes. J'ai été alors choqué par le degré de pénétration des slogans américains les plus réactionnaires hérités de la guerre froide et par l'irritation non dissimulée causée par le fait qu'un Indien était président de leur pays. Ce que ces « forces de sécurité » ont fait, c'est se retirer de la scène

et laisser le champ libre aux actions incontrôlées des hordes fascistes — comme celles qui ont agi en Ukraine, en Libye, en Irak, en Syrie pour renverser, ou dans ce dernier cas essayer de renverser, les dirigeants qui dérangeaient l'empire — et ainsi intimider la population, le militantisme et les membres eux-mêmes du gouvernement. En d'autres termes en créant une nouvelle figure sociopolitique : le coup d'Etat militaire « par omission », permettant aux bandes réactionnaires, recrutées et financées par la droite, d'imposer leur loi. Une fois la terreur installée et face à l'impuissance du gouvernement, l'issue était inévitable.

Cinquièmement, la sécurité et l'ordre public n'auraient jamais dû être confiés en Bolivie à des institutions telles que la police et l'armée, colonisées par l'impérialisme et ses laquais de la droite autochtone. Lorsque l'offensive contre Evo a été lancée, une politique d'apaisement et de non-réponse aux provocations des fascistes a été choisie. Cela a servi à les enhardir et à faire croître la pression : d'abord, exiger le ballottage ; ensuite, brandir la fraude et exiger de nouvelles élections ; puis, des élections mais sans Evo (comme au Brésil, sans Lula) ; plus tard, la démission d'Evo ; enfin, devant sa réticence à accepter le chantage, semer la terreur avec la complicité de la police et des militaires et forcer Evo à démissionner.

C'est dans les manuels, tout vient des manuels de propagande. Apprendrons-nous ces leçons ?

Atilio A. Boron

Article original en espagnol : [El golpe en Bolivia: cinco lecciones](#), Pagina 12, le 11 novembre 2019.

Traduction : Venesol

<https://venesol.org/>

<https://www.facebook.com/venesolidarite/>

La source originale de cet article est [Pagina 12](#)

Copyright © [Atilio A. Boron](#), [Pagina 12](#), 2019

Articles Par : [Atilio A. Boron](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca